

# Petit bréviaire de l'écologie politique

---

Auteur : Antonio Hodggers

Avec les apports de : Robert Cramer, Bastien Girod, Pierre Gautier, Jérôme Savary et Adèle Thorens Goumaz

© Extrait revu de l'annexe du livre « Fils », paru aux éditions de l'Aire, août 2013.

## Introduction

Les Verts œuvrent en politique à la lumière de valeurs, et non par intérêt sectoriel ou de classe. En cela, ils pensent d'abord « le tout », puis le déclinent en « particuliers », dans les différents niveaux de la vie familiale, citoyenne, politique ou économique. L'idée de base est que l'usage de notre liberté personnelle ne doit pas compromettre la liberté de l'autre, ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain. En ce sens, les Verts prônent fondamentalement la responsabilité.

Mais c'est insuffisant, car l'énoncé des valeurs, certes important, ne donne aucune indication sur la manière de les mettre en œuvre. Tous les mouvements politiques peuvent défendre, par exemple, la justice, l'équité, la responsabilité ou la liberté. Les différences apparaissent au moment où il s'agit de les traduire en actions, de passer de la philosophie à la politique. Il est donc nécessaire de définir un projet de société, c'est-à-dire un modèle d'organisation humaine qui permette à chacun de s'épanouir dans le respect de l'autre, dans le cadre des valeurs données.

À mon sens, *l'écologie politique* est le projet de société le plus pertinent pour faire face aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle. Par le passé, des générations de militants animés d'un idéal humaniste se sont engagées pour un monde meilleur, où tous – et notamment les plus faibles – pourraient non seulement manger à leur faim et être soignés, mais aussi faire des études, s'élever socialement et vivre dans un minimum de confort matériel, avoir accès à un logement avec le chauffage, l'eau courante, l'électricité. Tous les peuples aspirent légitimement à un certain niveau de confort matériel. Et tous les courants politiques de gauche se battent pour améliorer le standard de vie des plus pauvres. Avec eux, je partage l'idée d'un meilleur partage des richesses.

Cependant, la généralisation du niveau de vie industriel se heurte aujourd'hui aux limites qu'impose la raréfaction des ressources naturelles. Au moment de la création des premiers partis verts européens, au milieu des années septante, l'humanité consommait moins de ressources que ce que la planète pouvait lui fournir. Lors de l'engagement en politique de ma génération, à la fin 20<sup>ème</sup> siècle, la consommation globale avait augmenté d'un tiers dépassant les capacités d'autorégénération de la terre. En 2013, elle est 70% plus élevée qu'il y a 40 ans. En clair, nous consommons aujourd'hui plus de ressources et émettons plus de déchets que la planète ne peut le supporter. Nous vivons à crédit et les générations futures finiront, un jour ou l'autre, par le payer très

cher. Et déjà, alors que les luttes pour garder ou conquérir l'accès à des ressources naturelles de plus en plus rares provoque depuis toujours des conflits, les besoins croissants de l'humanité, confrontés à la disponibilité décroissante des ressources naturelles, vont – si l'on ne fait rien – aggraver le phénomène.

La prise en compte des limites des ressources rend caduque l'essentiel des pensées économiques productivistes, construites sur le « toujours plus », sur lesquelles se sont basés – et se basent encore – les courants politiques traditionnels de droite comme de gauche. Ni le libéralisme, ni le socialisme, ni le communisme, ni le nationalisme – doctrines issues des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles – ne tiennent compte que l'humanité doit aujourd'hui faire face à la finitude des ressources sur lesquelles elle a grandement construit sa prospérité. Leurs pères fondateurs n'avaient pas les moyens d'appréhender cette perspective et leurs héritiers actuels continuent à vouloir appliquer des recettes d'hier au monde de demain.

L'objectif de générations de militants humanistes est peu à peu en train de se réaliser : à travers le monde, le niveau de vie augmente, la faim recule, l'accès à la santé se démocratise et des logements décentes se construisent. Et si le rêve virait au cauchemar ? L'aspiration de sept milliards d'individus, bientôt neuf ou dix, d'atteindre un bien-être matériel standard comparable à celui de l'Occident se heurte à la réalité des ressources limitées.

Intégrer à la politique et à l'économie les limites de la biosphère et favoriser le partage des ressources pour les générations actuelles tout en préservant celles des générations futures sont les missions fondamentales de l'écologie politique. C'est notre espoir. C'est notre devoir. Celui d'une génération qui est née au moment où l'humanité, pour la première fois depuis son apparition il y a 200'000 ans, a pris plus à la nature que ce que cette dernière pouvait lui donner.

## Chapitre 1. Les constats scientifiques

*“Puisse Dieu empêcher l’Inde de ne jamais s’industrialiser à la manière de l’Occident [...] Si toute une nation comme la nôtre se mettait à exercer une exploitation économique du même type, elle dévasterait le monde comme un nuage de sauterelles.”*

*Mahatma Gandhi, années 1930*

Ce qui m’a d’abord frappé dans l’écologie politique, c’est qu’elle se fonde sur des constats scientifiques, notamment la compréhension des équilibres de notre écosystème planétaire et ses cycles biogéochimiques. La Nature est première, puis l’Homme vint s’y insérer. En conséquence, nous ne sommes pas les maîtres d’un environnement dont nous ne sommes que l’un des composants. L’écologie politique est une réponse à la capacité récente de l’être humain de bouleverser définitivement les équilibres planétaires.

Dans nos sociétés modernes, la croissance de l’activité humaine est basée sur la transformation intensive des ressources naturelles en matières premières. Cette transformation pose, entre autres, deux problèmes majeurs : au début du processus, celui de la limite de ces ressources et, à la fin du processus, celui de l’impact environnemental des déchets.

### a. La limite des ressources naturelles



L’histoire de la chute de la civilisation Rapa Nui de l’Île de Pâques, est particulièrement éloquente pour illustrer le défi de l’humanité face à la finitude des ressources.

Lors de l’arrivée des premiers Occidentaux, en 1722, la population de cette île isolée du Pacifique était d’environ 3'000 habitants, alors qu’un siècle plus tôt, ils étaient 15'000. Que s’est-il passé ? Comment un peuple insulaire a-t-il pu perdre aussi rapidement 80% de sa population ?

Les Rapa Nui étaient organisés en douze tribus. Les anciens avaient construit des statues dédiées à leurs divinités : les Moaï. A son apogée, la civilisation est entrée dans une logique de concurrence entre les tribus, chaque chef voulant construire des statues moaï plus imposantes que celles de son voisin. À cette fin, ils ont intensivement utilisé le bois de l’île, au point d’aboutir à sa déforestation complète et provoquer une érosion des sols dédiés à l’agriculture. Il s’en est suivi une énorme misère et, par conséquent, des conflits qui ont fait que la civilisation Rapa Nui s’est littéralement effondrée, en arrivant même à devoir recourir au cannibalisme. À leur arrivée, les colons ont trouvé un peuple défait, qu’ils ont facilement pu soumettre.

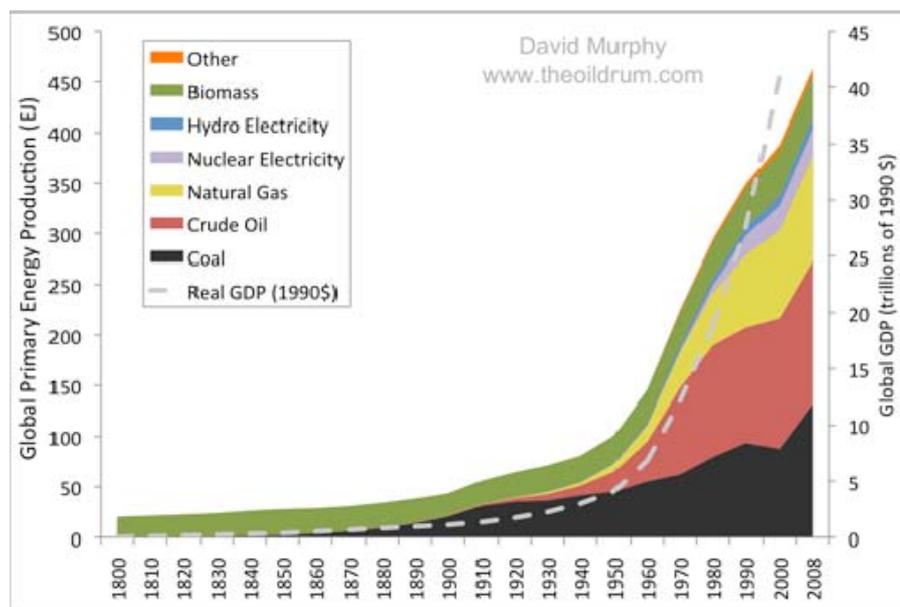
Aujourd’hui, le millier de statues moaï toujours en place livre un message à l’humanité : les ressources naturelles sont limitées et leur épuisement, s’il n’est pas anticipé et géré, mène à l’indigence et à la violence généralisée.

Le monde est plus vaste que l'île de Pâques, mais pas infini. La planète terre étant une île dans l'espace, la question de la limitation des ressources à notre disposition se pose donc aujourd'hui avec acuité.

« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». La maxime d'Antoine Lavoisier, chimiste du 18<sup>ème</sup> siècle, elle-même reprise du philosophie atomiste grec Anaxagore du 5<sup>ème</sup> siècle avant JC, illustre parfaitement le fait que, comme nous ne pouvons pas créer à partir de rien ce dont nous avons besoin, nous sommes condamnés à n'utiliser que ce qui existe déjà, que ce que la Terre met à notre disposition et tant que cette ressource est encore disponible. La quantité de matière est donc pratiquement stable sur la planète. C'est le premier principe de la thermodynamique qui postule la conservation de l'énergie.

Issue d'une vision productiviste basée sur le progrès permanent, teintée d'une pointe d'arrogance, la pensée occidentale moderne peine pourtant à prendre en compte cette réalité. Par exemple, on parle constamment de pays *producteurs* de pétrole. Le terme « producteurs » est particulièrement mal choisi. Produire signifie, selon le dictionnaire, « faire exister ce qui n'existe pas encore; créer ». Or, ces pays ne *créent* pas le pétrole, ils se contentent de l'extraire. La croyance que l'humain crée de la matière et de l'énergie est une hérésie scientifique. Malheureusement, elle structure la pensée économique dominante qui postule un modèle de croissance infinie, basée sur la consommation des ressources naturelles réputées inépuisables alors qu'elles ne sont présentes qu'en quantité finie.

La surconsommation des ressources naturelles commence avec la révolution industrielle. Comme le montre le graphique ci-contre, la consommation croît de manière exponentielle depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle. Avec l'Angleterre au 19<sup>ème</sup> siècle et l'Occident et le Japon au 20<sup>ème</sup>,



notre consommation de matières premières a progressivement atteint des niveaux tellement élevés que, si cette croissance se maintenait à ce rythme, les réserves de pétrole, de gaz, mais aussi d'autres matières premières seraient épuisées en l'espace de deux à trois générations.

Ce phénomène est encore aggravé par les efforts que fait l'ensemble de la planète pour suivre le modèle économique et culturel occidental en s'industrialisant coûte que coûte, accélérant encore davantage l'épuisement des ressources non renouvelables. J'insiste ici sur les énergies, mais les métaux (argent, zinc, étain, cuivre, etc.) et la biodiversité subissent la même pression. Notre mode de vie, généralisé à sept milliards d'humains, neuf vers 2050, n'est pas compatible avec les ressources

dont nous disposons, y compris en faisant l'hypothèse que de nouvelles techniques permettront d'avoir accès à des ressources aujourd'hui encore inexploitées.

Le début du 21<sup>ème</sup> siècle représentera donc l'apogée d'une civilisation industrielle basée sur l'utilisation intensive des ressources fossiles. Ces dernières se raréfiant, il est à mon sens indispensable de changer radicalement nos modes de production et de consommation.

Je ne suis pas de nature catastrophiste et je me méfie toujours de ceux qui prétendent connaître l'avenir. Cependant, sans tomber dans un scénario extrême comme celui des Rapa Nui, il est indéniable que le décalage entre la demande et l'offre en matière énergétique provoquera, au minimum, une crise économique et sociale permanente, dont nous vivons déjà les premiers effets en Occident et au Japon.

## **b. Les déchets et l'exemple du réchauffement climatique**

Tout processus industriel crée des déchets, ces derniers étant les sous-produits de la transformation que nous estimons inutiles et dont il faut se débarrasser, par exemple en les stockant dans des décharges où en les expédiant dans l'air. La création de déchets participe ainsi à la dégradation de l'environnement, dégradation qui est inéluctable selon le deuxième principe de la thermodynamique.

L'homme préhistorique dégradait son environnement localement. Lorsqu'un lieu devenait trop pollué, il se déplaçait pour trouver d'autres terres encore vierges, provoquant ainsi et à la longue les phénomènes migratoires à la base du peuplement des continents. Aujourd'hui, l'activité humaine est en mesure de détériorer l'environnement globalement, au niveau planétaire. Et, comme nous n'avons pas de planète de rechange, nous n'aurons pas de lieu où nous rendre une fois que nous aurons trop pollué la terre.

La terre, essentiellement grâce à l'apport énergétique du soleil, régénère en partie les déchets en matières premières à nouveau exploitables. Ainsi, lorsque je brûle le bois d'un arbre pour me réchauffer, le carbone contenu dans les fibres retourne dans l'atmosphère et nourrit, à travers la photosynthèse, la croissance de nouveaux arbres, formant ainsi un cycle. Cependant, ce mécanisme maintient son équilibre tant que la biosphère arrive à absorber la quantité émise. C'était le cas avant la révolution industrielle, mais depuis lors et eu égard aux quantités de déchets produits, notamment par l'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz, elle n'y parvient plus. Les particules diffusées par la combustion des énergies fossiles ne sont plus suffisamment absorbées par les cycles naturels (notamment l'océan, le principal « aspirateur » à CO<sub>2</sub>) et restent dans l'atmosphère, provoquant ainsi un renforcement du phénomène d'effet de serre et induisant une augmentation de la température moyenne sur le globe.

Par souci de simplification, je fais le choix de ne parler ici que du déchet « gaz à effet de serre » comme conséquence du mode de vie industriel, mais il faut tenir compte du fait que d'autres domaines sont aussi affectés : déforestation rapide, amoindrissement de la biodiversité, pollution des sols, déchets nucléaires, diminution des réserves en eaux, etc.

Quelles sont les conséquences du réchauffement climatique pour l'humanité ? L'économiste Nicholas Stern, mandaté en 2006 par le gouvernement britannique, a mis en exergue qu'une augmentation de la température de plus de 2°C d'ici 2050 déclencherait une crise économique de l'ampleur de la Grande Dépression des années 30. Bien qu'il soit difficile d'évaluer précisément les effets concrets du

réchauffement climatique, on peut prédire la fonte des glaciers provoquant des inondations et glissements de terrain, la montée du niveau des océans entraînant la disparition de régions côtières habitées, des vagues de chaleur, des épidémies nouvelles, l'extension du désert et l'augmentation du nombre et de l'intensité des cyclones. Des centaines de millions de personnes seront touchées – des millions le sont déjà – dans leur alimentation, leur santé, leur logement ou leur outil de travail, provoquant ainsi d'importantes vagues migratoires.

Le Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) recommande donc de ne pas dépasser le seuil maximal de 2°C pour limiter les dommages. Afin de rester en deçà de la limite recommandée par les scientifiques, il faudrait que les pays industrialisés réduisent de 85% leurs émissions d'ici 2050. Or, on est loin du compte. Certains pays se sont engagés avec le protocole de Kyoto à diminuer - modestement - leurs émissions de 5% entre 1990 et 2010, ce qui n'a pas empêché une augmentation de 40% de ces émissions au niveau de la planète, les États-Unis, le plus grand pollueur de la planète, et d'autres nations n'ayant pas ratifié le protocole. Aujourd'hui, il n'y a plus de convention mondiale obligatoire et les pays dits émergents, comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS), ne souhaitent pas s'embarasser d'engagements écologiques qui pourraient nuire à leur croissance économique.

Nous sommes pris au piège de notre dépendance aux énergies fossiles. Les émissions des seuls pays « développés » de l'Occident ont déjà perturbé le climat. Et les autres nations veulent elles aussi goûter aux fruits d'une croissance matérielle rapide. Comment leur reprocher ? Les Occidentaux s'étant servis intensivement des ressources naturelles depuis deux siècles, pourquoi s'en priveraient-ils à leur tour ? Ne leur a-t-on pas dit durant des années qu'ils étaient « en voie de développement », c'est-à-dire en voie de devenir « développés » comme nous ?

Nous sommes confrontés en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle à l'épuisement progressif des matières premières avec, comme conséquence économique, la hausse régulière de leurs prix, mais aussi à la dégradation de l'air, de l'eau et des sols, à des conflits autour de l'affectation des terres, des ressources et de l'eau, des forêts et des stocks de poissons, ainsi qu'à un défi considérable : celui de stabiliser le climat mondial<sup>1</sup>. C'est l'héritage que nous, « générations futures » de nos parents et nos grands-parents, devons assumer sans laisser à nos héritiers une situation pire encore.

### **c. L'espoir prométhéen**

Des scientifiques et des intellectuels sont conscients des enjeux et des limites du modèle occidental depuis plusieurs décennies, comme le montre le rapport de Meadows<sup>2</sup> de 1972.

Depuis une vingtaine d'années, notamment après le sommet de Rio en 1992, les dirigeants politiques des grandes nations ont également reconnu le problème, du moins dans leurs discours. Admettre la pénurie ne veut pas encore dire prendre les mesures réelles pour y faire face. Pour l'instant, l'option principale de nos sociétés – ne pouvant renoncer à un mode de vie gourmand en énergie et en matières premières – est de miser sur le progrès technologique.

Selon la mythologie grecque, Prométhée était un titan qui parvint à dérober le « feu sacré » de l'Olympe pour l'offrir aux humains, leur enseignant dans le même temps la métallurgie et d'autres

---

<sup>1</sup> Ce passage est inspiré de « Prospérité sans croissance », une étude de la commission britannique *Sustainable Development Commission*, Tim Jackson, 2010.

<sup>2</sup> « The Limits to Growth ('Les limites à la croissance') » a été commandé en 1972 par le Club de Rome.

arts. Il symbolise le progrès technologique de l'humanité et sa domination de l'environnement. C'est pourquoi l'on nomme la croyance que les progrès technologiques vont résoudre nos problèmes matériels « l'espoir prométhéen ».

Pour revenir à notre monde contemporain, je me pose deux questions : les progrès technologiques permettront-ils de limiter notre impact environnemental dans des proportions acceptables pour la planète ? Et si oui, interviendront-ils à temps ?

Pour répondre à la première question, je vais passer en revue les pistes technologiques poursuivies de nos jours et montrer leurs limites :

- (1) *Utiliser de nouvelles ressources fossiles.* Comme on le voit actuellement à travers la ruée vers le gaz et le pétrole de schiste ainsi que les gisements conventionnels encore inexploités jusqu'ici, des ressources naturelles à haut rendement énergétique existent encore en quantité. Cependant, ces découvertes ne résolvent pas deux problèmes majeurs : elles ne font que repousser l'échéance de la pénurie d'une ou deux générations et aggravent le problème de l'impact des gaz à effet de serre. Exploiter de nouveaux gisements n'est qu'un pis-aller qui ne résout rien et ne fera que péjorer la crise climatique que vivront nos enfants.
- (2) *Améliorer l'efficacité énergétique.* Les techniques vertes, comme les *clean-techs*, sont une voie plus prometteuse. Par exemple, l'énergie nécessaire pour fabriquer un produit donné a diminué en moyenne de 33% entre 1975 et aujourd'hui (au moins dans les pays riches). On pourrait penser qu'en continuant sur cette voie, le problème serait réglé. Hélas non ! Durant la même période de temps, les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté de 80%, car les gains technologiques ont été totalement insuffisants pour compenser l'augmentation conjuguée de la consommation matérielle et de la population. L'automobile est un bon exemple : ces dernières années, les fabricants ont amélioré les moteurs pour qu'ils consomment 30% moins de carburant à performance égale. Toutefois, dans le même temps, les voitures sont devenues plus lourdes, les usagers font plus de kilomètres et le nombre de voitures dans le monde a augmenté. En conséquence, le parc automobile mondial n'a jamais émis autant de CO<sub>2</sub> qu'aujourd'hui. Bien que les gains d'efficacité énergétique aient un potentiel énorme, ils ne seront pas suffisants pour juguler à eux seuls l'augmentation de la consommation donc les émissions de CO<sub>2</sub>.
- (3) *Favoriser les énergies renouvelables.* Utiliser les chutes de l'eau, la vitesse du vent, la chaleur et les photons du soleil, le mouvement des marées ou la chaleur de la croûte terrestre revient à profiter des mouvements naturels de la biosphère plutôt que d'épuiser ses réserves. Les sources d'énergie renouvelable, comme leur nom l'indique, sont basées sur l'emploi des flux permanents qui se régénèrent et non pas sur un stock fini. Aujourd'hui, cependant, ces sources d'énergies renouvelables donc durables ne représentent que 13% de l'énergie utilisée dans le monde. Augmenter fortement cette proportion pour remplacer les sources fossiles est théoriquement possible, mais pose des problèmes économiques et techniques, liés en partie à la nature même du pétrole: il est facilement transportable, il a une haute densité énergétique, il est facile à manipuler<sup>3</sup> et, de plus, il est « gratuit » : c'est la nature qui l'a fabriqué, l'homme ne fait que de se servir. Les sources d'énergie renouvelable n'ont pas de caractéristiques aussi avantageuses. En somme,

---

<sup>3</sup> « Pétrole apocalypse », Yves Cochet, 2005

aujourd'hui, notre modèle de développement repose sur l'abondance d'une excellente substance gratuite. Si demain nous devons vivre avec moins d'énergie et la payer à son juste prix, notre société en sera transformée, ne serait-ce que parce que les coûts de l'énergie vont grever lourdement le budget des ménages. Notre société actuelle peut-elle survivre et servir de modèle au monde entier lorsque l'énergie deviendra beaucoup plus chère ?

Est-ce que ces progrès technologiques arriveront à temps ? Comme nul ne peut prédire où en sera la technologie dans vingt ou trente ans, il convient de ne pas être trop optimiste. J'apprécie les films futuristes par ce qu'ils révèlent de nos propres projections et espoirs. Si j'en crois ceux des années septante et quatre-vingt, aujourd'hui, nous devrions voir des voitures volantes alimentées au compost et l'homme atterrir sur Jupiter. Or, en 2013, les voitures roulent toujours sur les routes avec du carburant fossile et nous n'avons pas encore dépassé la lune. Pour celles et ceux qui sont peu sensibles à la fantaisie hollywoodienne, je les invite à lire les déclarations des dirigeants politiques des années 70 au sujet du nucléaire<sup>4</sup> : cette énergie devait tous nous affranchir du besoin. Or, cinquante ans plus tard, alors que le nucléaire n'aura représenté que 2% de la production énergétique mondiale, et que des accidents graves comme celui de Tchernobyl et de Fukushima ont démontré les risques inhérents à l'atome, l'espoir technologique d'une génération a tourné au cauchemar pour la suivante.

Baser l'avenir de l'humanité sur l'espoir d'une révolution technologique verte, qui donnerait à tous une énergie infinie, durable et sans déchets, relève plus du mythe que de la réalité scientifique. Prométhée n'est pas prêt de revenir auprès de la race humaine avec un nouveau savoir : pour avoir volé le feu sacré, il fut condamné par Zeus à être attaché éternellement à un rocher dans une souffrance quotidienne.

Par conséquent, il convient d'appliquer le principe de précaution : dans l'incertitude, basons nos choix en matière d'énergie sur des progrès technologiques avérés dont nous maîtrisons pleinement les conséquences. Construire notre avenir en spéculant sur des technologies qui n'existent pas encore représente un risque énorme pour les générations futures dans le cas, probable, où elles ne seraient pas à la hauteur de nos espérances.

Ne piégeons pas nos enfants avec nos chimères!

---

<sup>4</sup> Selon Valéry Giscard d'Estaing (Président de la France de 1974-1981) : «[Le] choix [du nucléaire civil] a été débattu dans les enceintes compétentes, et les meilleurs ingénieurs du pays y ont été associés. Il a été validé scientifiquement et politiquement – y compris par le Parti communiste, qui se situait pourtant alors dans l'opposition. Depuis, il n'a jamais été remis en cause par les gouvernements successifs – notamment pendant les deux septennats du président Mitterrand – parce qu'il n'existe pas d'alternative!» (Le Monde, 25 mars 2011).

## Chapitre 2. La fin de la croissance

*“Il leur dit: Croissez et multipliez-vous, remplissez la terre, et assujettissez-la, et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tous les animaux qui se remuent sur la terre”*

*Genèse : 1,28*

À travers son message adressé dans un premier temps à Eve et Adam, puis, après le Déluge, à Noé et sa famille, Dieu ordonna aux Hommes de croître, d’assujettir la terre et de dominer le règne animal (Gn 1,28 et 9,1), ce qu’ils s’appliquèrent à faire. Les grandes civilisations développèrent des techniques, permettant à une partie de leur population de s’émanciper des tâches de subsistance afin qu’elle puisse se dédier aux arts, à la science et à la guerre.

Aujourd’hui, le message biblique d’accroître en démographie et en consommation des ressources semble arriver à son terme. L’humanité doit faire face au défi économique, social et culturel de sortir d’une double logique de croissance, celle de la population et celle de la consommation.

### a. La stabilisation démographique

A l’aube du christianisme, on estime la population mondiale à environ 200 millions de personnes. Elle connaîtra une croissance lente pour arriver à 1,2 milliard au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, ce qui signifie un accroissement d’un milliard d’humains en 1’850 ans. Le deuxième milliard est atteint dans les années 1930, 80 ans plus tard, le 3<sup>ème</sup> dans les années 1960, 30 ans après et le 4<sup>ème</sup> en 1975, seulement 15 ans plus tard. Depuis lors, on a gagné un milliard d’humains en l’espace de 12 à 13 ans, pour dépasser les sept milliards en 2011. La modernité a permis à l’humanité d’atteindre en douze ans ce que les sociétés ancestrales ont mis deux millénaires à réaliser. Liés à la révolution industrielle, les améliorations des conditions d’hygiène, les progrès de la médecine et de l’alimentation ont permis une très forte baisse de la mortalité, notamment infantile, et l’allongement de l’espérance de vie, ce qui explique la forte croissance de la population ces deux derniers siècles.

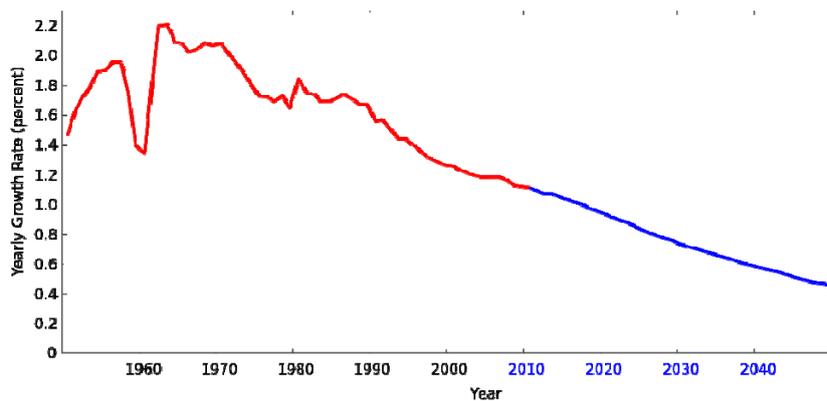
Faut-il s’en alarmer ? Dans l’absolu, on ne peut nier qu’un accroissement infini, sans limites, de la population n’est pas compatible avec les limites de l’écosystème. Mais, l’humanité se dirige-t-elle encore vers l’explosion démographique ?

Lorsque Malthus, économiste du début du 18<sup>ème</sup> siècle, écrit son essai sur le principe de population, la terre est habitée d’un milliard d’habitants. Il professe, modèle mathématique à l’appui, que la croissance de la population va continuer de manière exponentielle alors que celle de la nourriture ne sera que linéaire. Il en résultera une grande paupérisation de la population, des famines et des guerres. Il préconise, par conséquent, une forte intervention de l’État pour limiter strictement le nombre d’enfants. Cette vision malthusienne est encore en vogue aujourd’hui, bien que souvent instrumentalisée, car la lutte contre la surpopulation peut devenir, pour certains, un outil au service d’une politique discriminatoire.

Toutefois, les prévisions de Malthus ont globalement été démenties par les faits : la révolution industrielle, notamment dans l’agriculture, a permis de nourrir bien plus de bouches qu’il ne l’imaginait. Ainsi, ces dernières décennies, les plus fortes croissances démographiques n’ont pas

empêché la grande pauvreté de reculer. Et aujourd'hui, selon le Programme alimentaire mondial, la Terre pourrait alimenter douze milliards d'êtres humains.

Non seulement Malthus n'a pas prévu la révolution agricole, mais il est également passé à côté d'un phénomène culturel important : la transition démographique. Une population pauvre avec un taux de mortalité infantile élevé aura tendance à avoir beaucoup d'enfants, car c'est une des conditions de survie du groupe. Lorsque l'espérance de vie s'accroît, on constate qu'en l'espace de quelques générations le taux de natalité chute. Ce phénomène de transition se vérifie partout dans le monde, particulièrement lorsque les femmes ont accès à l'instruction, à la contraception et à une certaine sécurité matérielle. Cette transition est d'ailleurs beaucoup plus rapide dans les pays émergents qu'elle ne l'a été en Europe.



L'humanité a dépassé son pic de croissance démographique à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle (figure ci-contre) ; la population va maintenant croître de manière plus lente pour atteindre neuf milliards de Terriens en 2050 et dix milliards en 2100, selon les projections des Nations Unies. L'humanité tend donc vers une stabilisation démographique, ce qui est encourageant.

milliards en 2100, selon les projections des Nations Unies. L'humanité tend donc vers une stabilisation démographique, ce qui est encourageant.

Il est certain que le nombre de personnes sur terre est l'un des critères déterminants notre impact sur l'écosystème. Si les ressources sont limitées et que nous sommes de plus en plus nombreux, alors nous aurons moins de richesse par personne. Sur le fond de l'analyse, Malthus avait donc raison. Cependant, il est vain d'imposer des politiques limitatives : l'humanité semble trouver la voie d'une autorégulation des naissances sans avoir recours à des mesures coercitives<sup>5</sup>.

Ce n'est en conséquence pas tant sur la démographie que porte le défi, mais sur la manière qu'auront les habitants de produire et de consommer.

## b. L'impossible productivisme

« Il nous faut trouver les voies du retour à la croissance économique » s'exclament en cœur François Hollande, Angela Merkel, David Cameron et les autres dirigeants politiques européens, de droite comme de gauche, depuis la crise économique de 2008. L'objectif est le même pour tous : la croissance de l'activité économique<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> La Chine représente une exception avec sa politique de l'enfant unique mise en place dès 1979. Sans cela, les projections démographiques mondiales seraient beaucoup plus alarmantes.

<sup>6</sup> L'activité économique d'un espace géographique, généralement un pays, est exprimée à travers l'indicateur Produit Intérieur Brut (PIB). Le PIB quantifie la valeur totale de la production de richesse effectuée par les agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques). La variation du PIB d'une année à l'autre mesure le taux de croissance.

Pourquoi nos sociétés sont-elles si dépendantes de la croissance <sup>7</sup>? Cette réalité macroéconomique est paradoxale. Elle signifie que nos économies ne sont stables que dans la fuite en avant, comme une moto qui doit rouler pour ne pas tomber. Ce phénomène est contre-intuitif au niveau individuel : si le revenu de mon ménage reste constant d'une année à l'autre et pour autant qu'il ait été à la base suffisant, cela restera sans grandes conséquences sur ma vie de famille. Par contre, si le revenu d'un pays fait de même (y compris pour les pays riches), le chômage augmente, la crise sociale s'accroît et la dette s'aggrave. C'est ce que vivent nombre de pays européens actuellement.

Il y a deux raisons fondamentales à ce « besoin » de croissance ; l'une concerne le capital, l'autre le travail.

Au sujet du capital : notre système capitaliste part du principe que le capital doit être rémunéré. Cette rémunération oblige les acteurs économiques à produire plus pour pouvoir rembourser le capital initial et payer des intérêts<sup>8</sup>. Lorsqu'une entreprise reçoit un crédit de 100 francs d'une banque, d'un investisseur ou d'un actionnaire, elle ne peut se contenter de rembourser ces 100 francs, elle doit aussi payer des intérêts, sous peine sinon de saisie et de faillite. Par conséquent, elle doit produire plus en termes de valeur que ce qu'elle reçoit. Pour elle, la croissance de ses recettes n'est pas un simple bonus, mais bien une question de survie. Cette règle pousse les acteurs économiques à produire toujours plus pour être en mesure de payer les intérêts.

Au sujet du travail : sous l'effet de la concurrence et des progrès technologiques, la productivité du travail augmente régulièrement. Le même employé, avec le temps, produit plus en moins de temps. Ce phénomène implique que, d'une année à l'autre, une entreprise aura besoin de moins d'employés pour atteindre le même niveau de production. La seule manière d'éviter le licenciement est qu'elle puisse vendre plus - en gagnant de nouveaux marchés ou avec l'obsolescence programmée de ses produits - afin d'augmenter son activité et ainsi donner de nouveau du travail à ses employés. Si elle n'y parvient pas, elle devra se séparer d'une partie de son personnel. En somme, les gains de productivité créent du chômage s'ils ne sont pas contrebalancés par la croissance. C'est la raison pour laquelle le chômage augmente lorsque le PIB d'un pays n'augmente pas.

La croissance est donc nécessaire aux deux facteurs de production « capital » et « travail ». Le capitalisme actuel ne permet pas un état économique stationnaire : il se dirige naturellement soit vers l'expansion, soit vers l'effondrement.

C'est pourquoi employeurs et employés ont intérêt à favoriser la croissance. Cette alliance « productiviste » façonne le compromis « fordiste »<sup>9</sup> qui distribue les gains de productivité entre les deux classes, surmontant ainsi l'antagonisme capital/travail. De cette manière, le pacte économique et social imaginé par Ford, repris par le président états-unien Roosevelt et les dirigeants européens, a donné tort à Karl Marx, qui estimait que la lutte des classes allait mener à une société socialiste

---

<sup>7</sup> On peut facilement comprendre que l'économie puisse croître au même rythme que la population, si l'on veut maintenir un PIB/habitant stable. Néanmoins, on évoque ici une croissance du PIB par habitant.

<sup>8</sup> Longtemps considérés comme de l'usure, les intérêts ont été interdits pour des raisons morales, notamment par l'Église durant le Moyen-Âge, qui laissait cette « sale besogne » aux Juifs. Pour plus d'information sur les relations entre taux d'intérêt, création monétaire et relations de crédit, lire « The property theory of interest and money » de Heinsohn et Steiger (1996).

<sup>9</sup> Henry Ford, entrepreneur états-unien du début du 20<sup>ème</sup> siècle, actif dans l'automobile, proposa le « compromis économique et social vertueux » qui fut largement repris pour le New Deal (pendant la grande crise des années 30) et pour le plan Marshall (après seconde guerre mondiale). Il inspire les politiques keynésiennes qui préconisent des investissements publics en période de récession.

basée sur la victoire du travail sur le capital. Dans les faits, en Occident du moins, les "classes" se sont entendues sur le principe du partage des gains de la croissance – tout en continuant à se battre sur la clé de répartition – et ont ainsi maintenu le système capitaliste<sup>10</sup>.

L'avantage de payer correctement les salariés n'est pas que politique. L'augmentation des salaires permet également une augmentation globale de la consommation, ce qui engendre une amplification de la production, soutenant ainsi le cycle de la croissance (l'idée de Ford est que ses employés puissent acheter les voitures qu'eux-mêmes fabriquent). On produit plus pour consommer plus. On consomme plus pour produire plus. Les capitalistes et les travailleurs y gagnent. C'est la dynamique productiviste.

Toutefois, ce modèle ne tient pas compte des limites du troisième facteur de production : les ressources naturelles<sup>11</sup>. En effet, comme je l'ai décrit dans le chapitre précédent, la croissance productiviste s'est faite au prix d'une exploitation intensive des énergies fossiles. Aujourd'hui en voie d'épuisement alors que la demande n'a jamais été aussi grande, elles montrent les limites du système. À cela s'ajoute l'énorme impact écologique – la pollution – créé par la dynamique production/consommation. Comme personne n'a payé pour lui, il est mis au passif des générations futures. « L'équilibre dans la fuite en avant » a tenu plus d'un siècle, mais il ne peut pas durer.

La fin du 20<sup>ème</sup> siècle est donc caractérisée par la fin du compromis « fordiste ». Voyant que les gains de productivité allaient en s'amenuisant dans les pays industrialisés, le capital a repris ses droits en se délocalisant dans les économies émergentes, essentiellement pour profiter là-bas de bas salaires. Politiquement, cette période a été accompagnée par les vagues de réformes néolibérales, menées notamment par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. La situation des travailleurs occidentaux s'est largement détériorée au profit d'une amélioration de celle des travailleurs des pays émergents. La croissance s'est donc délocalisée vers des économies qui offraient de meilleures perspectives d'intérêts au capital. Il est pour moi nécessaire d'insister sur le fait que la crise actuelle des pays industrialisés n'est pas exclusivement financière. Elle est aussi une crise sociale, car elle implique une nouvelle redistribution des revenus, et une crise écologique, étant donné qu'elle révèle les limites de l'exploitation des ressources naturelles.

Le terme « crise » peut faire croire à un malaise momentané qu'il faut simplement surmonter pour revenir au *business as usual*. Tant que l'Occident dominait économiquement toute la planète, on a pu vivre dans cette illusion. Aujourd'hui, ironiquement, c'est la généralisation du modèle occidental au monde entier qui révèle que notre type de développement n'est pas tenable sur la durée. S'y accrocher ne fera qu'aggraver les conséquences ultérieures. Il ne peut y avoir de croissance économique infinie dans un monde aux ressources naturelles finies.

---

<sup>10</sup> Il faut préciser que la peur du communisme a été un moteur très puissant pour permettre aux ouvriers occidentaux d'améliorer leur sort. La droite occidentale « éclairée » a vu dans le partage des fruits de la productivité le meilleur moyen de se prémunir du communisme soviétique ou asiatique, avec succès.

<sup>11</sup> Les économistes néoclassiques, dominants dans l'économie appliquée, ne tiennent compte que de deux facteurs de production : le capital et le travail ; les ressources naturelles étant une sous-catégorie du capital. D'autres économistes considèrent les ressources naturelles comme un facteur de production à part entière, car leurs dynamiques d'évolution sont totalement différentes, du fait de leur finitude. Parmi ceux-ci, l'apport de Nicholas Georgescu-Roegen avec « The Entropy law and the Economic Process » (1971) est fondamental pour l'économie écologique.

### c. L'impasse économique de la gauche traditionnelle

Si la critique de la responsabilité du libéralisme capitaliste dans la crise actuelle semble évidente, il me semble important d'analyser les solutions proposées par la gauche traditionnelle européenne, au pouvoir dans un grand nombre de pays. En effet, comme elle, je suis sensible au désarroi des plus fragiles parmi nous qui sont les premières victimes des tensions économiques.

Face au déséquilibre économique et social, notamment dans les pays du sud de l'Europe, la gauche a tendance à répondre avec les mêmes recettes que le siècle passé. « Nous avons une obligation, qui est de relever très rapidement les taux de croissance », a déclaré François Hollande au sommet des chefs d'Etat de Bruxelles en 2012. Comme les libéraux, les socialistes cherchent la sortie de la crise par la croissance. Seuls changent les moyens pour l'obtenir : alors que les libéraux préconisent une relance par la réduction des charges fiscales des entreprises et des particuliers, les socialistes comptent sur l'augmentation des dépenses et des investissements publics parallèlement à une meilleure répartition des revenus, notamment à travers l'augmentation des impôts. Un « Pacte pour la croissance et l'emploi » a été rédigé dans ce sens par le parti socialiste européen.

Sans contester la pertinence de bon nombre de ces mesures et la nécessité d'atténuer les conséquences sociales de la précarité économique sur les populations les plus touchées, je doute que l'objectif final, à savoir le retour à une croissance « fordienne » fondée sur l'augmentation du « pouvoir d'achat » des classes populaires pour alimenter la consommation matérielle, ne soit encore possible, ni même souhaitable.

Essentiellement concentrée sur l'opposition travail/capital, la vision traditionnelle de gauche laisse soigneusement de côté les contradictions capital/environnement et, surtout, travail/environnement. Tout au plus, elle invoque des investissements dans les secteurs technologiques verts, comme les *clean-tech* et les énergies renouvelables, qui sont positifs, mais insuffisants, comme je l'ai relevé dans le chapitre sur l'espoir prométhéen.

Le problème est que la social-démocratie est tombée dans le « piège du productivisme »<sup>12</sup>. Dans cette vision, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs est basée sur l'accroissement des activités économiques, qui elles-mêmes passent par une intensification de l'exploitation des ressources naturelles. Ceci est vrai en Europe, mais aussi dans le reste du monde. Par exemple, le Brésil n'a rarement autant déforesté l'Amazonie que sous la présidence de Lula da Silva. Et le commandant Hugo Chavez a essentiellement financé la politique sociale vénézuélienne par la vente de son pétrole aux États-Unis.

À cela s'ajoute que l'État providence a largement profité du "bon" fonctionnement du capitalisme. Les fonds de pension qui gèrent les retraites de centaines de millions d'employés investissent sur les marchés et en attendent un rendement maximal, comme n'importe quel autre acteur capitaliste, aggravant ainsi la fuite en avant du système. Les assurances chômage et les prestations sociales sont basées sur la capacité fiscale de l'État, elle-même liée à la bonne santé de l'économie. La corrélation : progrès social – croissance économique – surexploitation de la nature, sur laquelle s'est basée notre prospérité au 20<sup>ème</sup> siècle, ne pouvant plus fonctionner, la limite de l'exploitation des ressources restreint la croissance économique qui réduit à son tour le progrès social. Les recettes d'hier nous mènent dans une impasse.

---

<sup>12</sup> Par exemple, en France sous Hollande, le Ministère de l'Industrie est devenu celui du « redressement productif ».

La gauche radicale, qui propose l'abandon complet du capitalisme au profit d'un monopole des moyens de production par l'État, semble à première vue être une alternative, car son modèle économique peut se passer de croissance. En réalité, la recherche du progrès social, obtenu grâce au recours intensif à l'industrialisation ne fait que remplacer la croissance capitaliste. Les citoyens, dans un régime ou dans l'autre, aspirent finalement au même style de consommation lequel, extrapolé au niveau planétaire, n'est pas compatible avec la finitude des ressources naturelles. C'est pourquoi, dans les faits, l'impact sur l'environnement des régimes communistes n'est pas moindre que celui des pays capitalistes.

En somme, dès le 20<sup>ème</sup> siècle et en Europe, les employés et les partis de gauche, comme mouvement social et politique, ont largement soutenu le modèle productiviste capitaliste, car ils bénéficiaient également de ses fruits. Aujourd'hui, cet accord semble compromis. D'une part, il n'a été possible qu'au prix d'une énorme dette environnementale (épuisement des ressources et émission de déchets) que les générations futures devront assumer et, d'autre part, le capital se réoriente dans les pays où les coûts de production sont inférieurs, désertant ainsi largement l'Europe occidentale et ses travailleurs.

#### **d. Le bien-être en alternative au PIB**

Alors que notre richesse devrait nous permettre de répondre à tous nos besoins fondamentaux, notre société reste basée sur l'idée que « plus, c'est mieux ». Il n'est donc pas étonnant que, parmi une multitude d'indicateurs possibles et imaginables, ce soit le PIB qui soit devenu la référence absolue de la mesure du bien-être collectif.

Il est pourtant absurde de résumer notre bien-être à la croissance de nos revenus matériels. Imaginez un instant que vous demandiez à une connaissance comment elle va et qu'elle vous réponde, hilare : « Ça va très bien, car mon patron a augmenté mon salaire de 5% ! Sinon, ma femme a un cancer foudroyant, mon fils est en échec scolaire, ma fille est décédée dans un accident routier et je me suis brouillé avec tous mes voisins à cause du bruit qu'ils font. Mais comme ces éléments n'ont aucun impact sur mon revenu mensuel, je m'en fiche ! Tout va bien ! » Ce genre de réponse est bien évidemment inimaginable chez une personne mentalement équilibrée. A cela s'ajoute que le PIB ne tient compte que des valeurs matérielles et qu'aucun élément qualitatif n'entre en considération dans son calcul. Ainsi, le PIB augmente que l'on construise des écoles ou des prisons. C'est pourquoi, il faut arrêter de mesurer le « bien-être » en ne se référant qu'aux indicateurs économiques.

Si le bien-être est une notion subjective qui ne s'évalue pas de manière comptable, il y a d'autres méthodes de le faire. De nombreuses analyses existent sur le sujet et toutes tendent à montrer que les facteurs influençant le bien-être sont d'abord la famille (couple et enfants), suivi de la santé, puis d'autres éléments matériels (argent, lieu de vie) et immatériels (amis, vie spirituelle)<sup>13</sup>. Le fait de pouvoir participer à la vie de la société ou le fait de voter contribuent également à améliorer le bonheur de la population. L'équilibre des critères varie certes d'une culture à l'autre, mais de manière universelle, il est certain que les valeurs immatérielles revêtent une importance capitale, pour autant que les besoins matériels de base soient satisfaits.

---

<sup>13</sup> Par exemple, la BBC a fait une large enquête en Grande-Bretagne en 2005. Les facteurs de bien-être ont été classés ainsi par les Britanniques : 47% Couple et relations familiales, 24% santé, 8% vivre dans un bel endroit, 7% argent, 6% relation/vie spirituelle, 5% communauté et amis.  
[http://news.bbc.co.uk/nol/shared/bsp/hi/pdfs/29\\_03\\_06\\_happiness\\_gfkipoll.pdf](http://news.bbc.co.uk/nol/shared/bsp/hi/pdfs/29_03_06_happiness_gfkipoll.pdf)

Ce dernier point est fondamental à mes yeux : on ne peut entendre le discours sur la durabilité et la limite des ressources que si l'on vit dans un certain niveau de confort et de sécurité matérielle. Si votre quotidien est fait d'incertitudes, si vous ne savez comment vous nourrir, soigner vos enfants ou vous loger, si vous avez trop froid ou trop chaud ou, tout simplement, si vous craignez de vous faire agresser à tout instant, vous ne pouvez pas vous projeter dans le futur. L'être humain doit d'abord répondre à ses besoins physiologiques et de sécurité, avant de s'épanouir de manière plus spirituelle. C'est pourquoi l'utilisation des ressources naturelles doit être prioritairement réservée au quart de l'humanité qui vit encore sous le seuil de pauvreté. Il est normal et équitable que les plus pauvres puissent bénéficier d'un accès facilité à la consommation. Le discours sur le frein à la consommation ne s'adresse donc pas à eux.

A l'inverse, à partir d'un certain niveau de vie, plus n'est pas égal à mieux. Si vous avez faim, une assiette garnie répond à vos besoins physiologiques. Une deuxième peut satisfaire votre gourmandise et vous permettre de faire quelques réserves. Une troisième va vous écœurer et une quatrième vous rendre malade. On peut objecter qu'avec les biens matériels, ce raisonnement n'est pas valable: une voiture familiale répond à vos besoins de déplacement, une deuxième, un coupé sport, vous permet d'obtenir des commentaires admiratifs, la troisième est pour votre partenaire et la quatrième est un bolide de collection que vous bichonnez dans votre garage. Tout cela sans que votre santé en pâtisse. Mais est-ce vraiment l'accumulation de voitures qui vous procure du bonheur ? Ou est-ce plutôt la reconnaissance sociale, l'estime de votre partenaire et le plaisir de bricoler votre Ford T qui expliquent l'acquisition de quatre automobiles ? Ce qui amène une autre question : n'y a-t-il pas moyen d'obtenir ces plaisirs autrement qu'en consommant ?

Le problème, comme l'a mis en évidence le prix Nobel de l'économie Amartya Sen, est que les objets, à partir d'un certain niveau, ne sont plus une réponse à nos besoins de base, mais qu'ils servent à signifier notre place dans la société, notre identité et notre réussite. Le bien-être matériel est devenu un langage social avec lequel nous communiquons sur nous.

Dans la culture de consommation, peut-on durablement être satisfait ? La réponse est non. La meilleure preuve est que, comme pour les personnes qui souffrent d'une addiction à une substance nocive (tabac, alcool, drogue), le shopping ne permet de soulager que temporairement l'envie de consommer, celle-ci revenant rapidement à la charge. Nous avons fondamentalement besoin de communauté, d'amitié, de reconnaissance et d'amour et, à défaut d'en recevoir assez, nous espérons les trouver dans le statut ou le plaisir immédiat que nous procurent les objets. Or, ce palliatif sera toujours insuffisant. Comme le dit McCracken : « la culture de la consommation se perpétue pour cette raison précise qu'elle excelle dans l'échec ! »

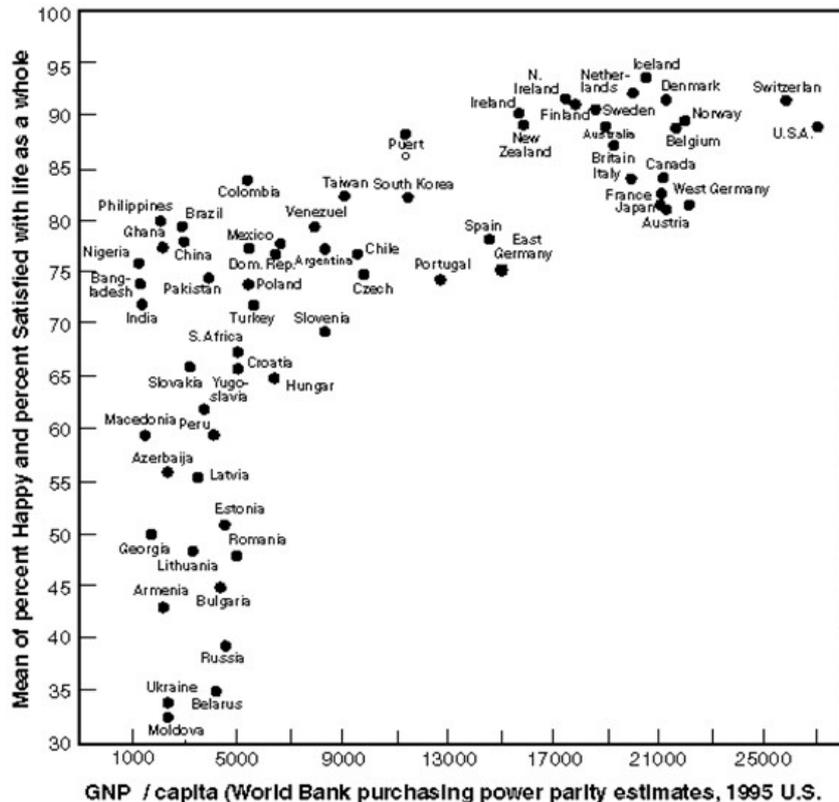
Nous avons tous besoin d'un confort matériel, mais à partir d'un point, il devient superflu. Alors, où se situe le point d'équilibre en matière de consommation ?

En prenant comme critère le bien-être ou le bonheur<sup>14</sup>, on constate qu'au-delà d'un PIB par habitant d'environ 10'000 dollars états-uniens, le bonheur ne croit presque plus ou plus du tout quand le PIB par habitant augmente (graphique ci-joint, Worldwatch Institute). Par exemple, les Colombiens sont plus heureux que les Autrichiens ou les Français, tout en ayant un PIB quatre fois moindre.

Le seuil évoqué semble aussi pertinent pour des indicateurs plus concrets comme l'espérance de vie,

la mortalité infantile et le droit à l'enseignement. Dans tous les cas, il n'y a pas de grandes différences de qualité entre les pays qui sont à 10'000 dollars et ceux qui en sont au double ou au triple. En somme, à partir d'un certain seuil, chaque point de PIB gagné n'apporte que peu de « bien-être » supplémentaire, mais aggrave l'impact environnemental.

Je ne sous-entends pas que nous devons tous réduire nos salaires – cela serait politiquement et économiquement impossible –, mais que le constat du rendement « bonheur/PIB » décroissant est instructive. Elle signifie *a contrario* que l'on peut devenir plus heureux, sans forcément être plus riche. La fin de la croissance matérielle n'est pas la fin de l'évolution de l'humanité, et encore moins de sa capacité à vivre une vie digne et heureuse. Au contraire, la fin de l'âge de la surconsommation nous oblige simplement à développer d'autres pistes pour définir notre propre prospérité et, par là même, à revenir à l'essentiel.



<sup>14</sup> Au sujet des indicateurs et des stratégies sur le bien-être : « Strategien zur Glücksmaximierung », Bastien Girod, 2010

## Chapitre 3. Vert, couleur de l'espérance

*“ L'Espérance n'a rien à voir ici avec le secret espoir de réaliser ses désirs. Elle symbolise, au contraire, l'aspiration profonde à la félicité, à la pleine Connaissance. Une Connaissance que l'être humain ordinaire ne pourra acquérir qu'au cours d'un voyage initiatique traversant trois mondes: les Enfers, le Purgatoire et les Cieux.”*

*Au sujet de la symbolique de la couleur verte chez Dante Alighieri*

Les constats établis dans les chapitres précédents peuvent nous condamner à un fatalisme apathique. À quoi bon lutter contre des tendances aussi puissantes et fortement établies ? Comment remettre en cause un modèle de croissance si profondément ancré dans notre culture ? L'humanité peut-elle encore éviter des douloureux bouleversements liés aux ressources raréfiées et aux conséquences du réchauffement climatique ?

Je réponds qu'il y a de bonnes raisons de garder espoir. Tout d'abord, nous venons de survivre à un vingtième siècle qui a connu, dans sa première moitié, des guerres d'une violence inouïe et, dans sa seconde moitié, une course à l'armement nucléaire sans précédent. Pourtant, les ennemis d'hier sont devenus les partenaires d'aujourd'hui. Ensuite, ces dernières décennies ont vu de nombreux hauts dirigeants admettre les limites de notre modèle de développement. Ce ne sont que des discours, certes, mais il s'agit d'un premier pas. Enfin, nous devons garder espoir, car nous n'avons moralement pas d'autre choix. Laisser les conditions de vie sur terre se dégrader et léguer à nos enfants un monde exsangue n'est pas une option admissible pour des êtres dotés de raison et ayant le sens des responsabilités.

De plus, si l'on fait le deuil des modèles passés, la crise actuelle nous offre une occasion unique d'inventer notre avenir. Il faut sortir de la logique court-termiste basée sur une croissance quantitative et matérielle de l'économie ne prenant pas en compte le coût environnemental. Il faut développer une politique pensée à long terme, capable de s'attaquer au défi d'une prospérité durable pour neuf à dix milliards d'habitants dans les limites physiques de la planète. Il faut redéfinir un nouveau pacte qui intègre, cette fois, les trois facteurs de production : le capital, le travail et l'environnement. Il faut trouver la voie d'une nouvelle prospérité spirituelle et matérielle.

C'est l'objectif que poursuivent les Verts.

### a. L'écologie politique est un humanisme

L'écologie politique sert l'humain avant tout. Son objectif final est d'aboutir à une coexistence pacifique de l'ensemble des peuples actuels et futurs à travers un modèle de production et de consommation qui respecte les limites imposées par l'environnement, un partage des ressources qui permette à chacun de répondre à ses besoins de base et une organisation sociétale qui donne l'occasion aux individus de s'épanouir.

La raison d'être première des Verts est la sauvegarde globale de nos conditions de vie et de celles nos semblables, et ceci de manière pérenne. Dans ce sens, l'écologie politique est un humanisme. Ce qui n'exclut pas que la protection des animaux, la préservation des paysages et des autres richesses que la Nature nous a léguées fassent également partie des combats qui nous sont importants.

L'apport de l'écologie politique se situe dans l'évolution des droits humains fondamentaux. Historiquement, au 19<sup>ème</sup> siècle, les révolutions bourgeoises ont permis l'avènement de la démocratie, à savoir l'égalité de traitement civique entre tous les habitants d'un territoire donné. Au 20<sup>ème</sup> siècle, le mouvement socialiste a largement fait évoluer les droits sociaux et économiques, amenant notamment les congés payés, les assurances vieillesse et le soutien financier aux plus pauvres. Pour le 21<sup>ème</sup> siècle, il appartient au mouvement écologiste de faire accepter le droit des générations présentes et futures à bénéficier d'un environnement et des ressources nécessaires à leur épanouissement. Ce faisant, il protège principalement les plus démunis, car en situation de pénurie de ressources, ce sont eux qui sont les plus touchés. Mais pas seulement : une société excessivement concurrentielle fragilise également les classes moyennes, comme on le voit actuellement en Europe. Cette préoccupation à l'égard des plus fragiles place les Verts dans la grande famille de la gauche, celle qui tend à construire une société plus équitable, et ceci bien que les analyses et les moyens pour y parvenir s'écartent de l'approche classique. L'apport spécifique des écologistes est que l'entraide n'est plus portée uniquement aux contemporains, mais élargie aux générations futures. Au principe de la solidarité universelle, on adjoint celui de la solidarité intergénérationnelle.

Cette vision va de pair avec l'internationalisme, car les problèmes environnementaux ne connaissent pas les frontières. À quoi servent-elles une frontière lorsqu'une centrale nucléaire explose dans un pays voisin ? À quoi bon engager des douaniers si les particules de CO<sub>2</sub> émises de l'autre côté du globe font fondre nos glaciers ? Les problèmes mondiaux nécessitent des réponses mondiales. Après la globalisation de l'économie et celle de la culture (occidentale), il est nécessaire de globaliser l'action politique. Les instances supranationales, à commencer par les Nations Unies, doivent gagner en démocratie interne et en pouvoir face aux États-nations. Et ceci dans une perspective de paix. En effet, le pacifisme fait partie de l'ADN des écologistes, car rien de durable ne peut se maintenir par la force et la violence.

Enfin, les Verts sont très attachés à l'émancipation personnelle, à commencer par celle des femmes. Si l'environnement nous impose des limites physiques dont nous devons tenir compte, il n'y a pas de raison d'accepter celles des mœurs conservatrices qui régissent encore bien souvent nos sociétés. Chacun a le droit de mener la vie qu'il entend, dans le respect de celle des autres. C'est pourquoi il est important de s'engager dans les combats des minorités ethniques, des migrants ou encore des homosexuels. La nature de ces luttes est bien entendu différente, mais elles ont en commun le respect des aspirations personnelles des individus. En ce sens, sur les questions de société, les Verts sont les héritiers des courants de pensée libéraux des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles, dont les libéraux actuels ne retiennent malheureusement que la dimension économique, tout en sombrant dans le conservatisme sociétal.

## **b. La transformation écologique de l'économie**

Sur la base de ces constats économiques et sociaux, notamment sur ceux ayant trait à la finitude des ressources naturelles, à l'impasse du productivisme et à la critique de la société de consommation, les Verts apportent une réponse à contre-courant des pensées classiques de droite comme de gauche. Il s'agit d'adopter un modèle qui permette une gestion civilisée de la pénurie croissante des ressources naturelles, afin d'éviter que la loi du plus fort ne devienne la règle.

La prospérité de notre société ne doit plus dépendre de la croissance inexorable des flux de matière et d'énergie, mais se définir comme notre capacité à « créer du bien-être » pour l'ensemble de la population. Pour ce faire, nous avons besoin de politiques publiques ambitieuses.

Voici les principales évolutions macroéconomiques nécessaires :

1. *Respecter les limites.* Les pays industrialisés doivent réduire leur consommation d'énergies fossiles et des matériaux non renouvelables, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre afin d'éviter un réchauffement de la température moyenne du globe de plus de 2°C d'ici 2050. Les pays émergents doivent stabiliser les leurs, les pays les plus pauvres pouvant en consommer davantage. Pour un pays comme la Suisse, ceci implique de diviser notre « empreinte écologique »<sup>15</sup> par trois. Ce qui ne signifie pas "l'âge des cavernes", mais un retour à la situation que connaissait notre pays dans les années soixante. Concrètement, il faut que les industries recyclent beaucoup plus leurs déchets, qu'elles diminuent les procédés à fort impact environnemental et que la société s'organise pour diminuer ses dépenses énergétiques (isolation des bâtiments, mobilité douce, alimentation locale, etc.). Les instruments sont une planification à long terme des objectifs, une fiscalité écologique basée sur le principe du pollueur-payeur, ainsi que l'adoption de normes environnementales plus strictes.
2. *Favoriser la société de services.* Si le secteur industriel et l'agriculture traditionnelle se caractérisent par une très forte consommation d'énergie fossile, le secteur des services offre l'avantage d'être basé sur un usage intensif de main-d'œuvre. Développer une société de services permet, par conséquent, de réduire l'impact environnemental de notre activité tout en créant des emplois. Globalement, la production industrielle aura tendance à baisser, sauf dans certains domaines de niche comme les clean-techs, le recyclage des matériaux et tout ce qui touche aux modes de production plus écologiques. Prenons toutefois garde que la régression du secteur industriel en Occident n'induisse pas sa délocalisation dans les pays émergents, mais bien une baisse de la consommation des produits manufacturés. Par exemple, en évitant de changer son téléphone portable chaque année, on réduit l'activité des usines qui les fabriquent et on augmente le nombre de commerçants spécialisés dans leur réparation. De même, l'autopartage diminue le nombre de voitures achetées, donc produites, mais augmente le personnel dédié à la gestion d'une flotte partagée. L'économie de fonctionnalité, qui vise à favoriser l'usage d'un bien et non pas sa possession, doit fortement se développer. La société de service permet de relocaliser l'emploi, car il s'agit de prestations de proximité qui ne peuvent être sous-traitées de l'autre côté du globe.
3. *Investir dans les actifs verts.* La politique d'investissements doit être revue. Elle est aujourd'hui essentiellement guidée par le taux d'intérêt et la rentabilité à court terme. Les règles fiscales et légales doivent être adaptées afin de favoriser l'investissement durable et stable dans les secteurs utiles socialement avec une faible intensité en carbone. Mais il faut être clair : ce type d'investissement n'aura pas les taux de rendement que l'on connaît aujourd'hui. C'est pourquoi les investisseurs doivent culturellement renouer avec les placements concrets et réels, dans des entreprises et des projets auxquels ils croient sur la durée et qu'ils souhaitent accompagner, y compris avec un certain risque. Le rendement du capital va décroître. Ethiquement, ce n'est pas un mal : prétendre vivre sur la simple rente de l'argent est insensé.

---

<sup>15</sup> L'empreinte écologique est un indicateur composite qui tient compte des besoins de chaque habitant en ressources et de la régénération des déchets. Elle est souvent exprimée en nombre de planètes. Ainsi, si tous les habitants de la terre vivaient comme les Suisses, il faudrait trois planètes, ce qui est bien évidemment impossible. Les Verts suisses ont fait aboutir une initiative qui demande que l'« empreinte écologique » de la Suisse soit réduite d'ici à 2050 de manière à ce que, extrapolée à la population mondiale, elle ne dépasse pas un équivalent planète ([www.economieverte.ch](http://www.economieverte.ch)).

4. *Partager le travail.* Dans le chapitre consacré au compromis fordiste, j'ai indiqué que les gains de productivité sont affectés en partie au salariat pour stimuler la consommation, alimentant ainsi le cycle « gagner plus – consommer plus – produire plus – puiser plus dans ressources naturelles – polluer plus ». Afin de sortir de ce cercle vicieux, je préconise une diminution progressive du temps de travail. Ainsi, les gains de productivité, au lieu d'être payés en argent, le seront en temps libre. Le pouvoir d'achat n'augmenterait pas, au contraire de la disponibilité personnelle dédiée à sa famille, ses proches, ses hobbies, etc. Encore une fois : ce raisonnement n'est pas valable pour les plus bas revenus, qui peuvent encore augmenter. Au slogan de Nicolas Sarkozy qui proposait « travailler plus pour gagner plus », il faut répondre « travailler moins (et gagner moins) pour vivre mieux ».

L'objectif visé est celui d'un modèle économique stationnaire. Même si dans le fonctionnement actuel de l'économie libérale cela semble impossible, il est intéressant de constater que même l'un de ses pères fondateurs, l'économiste anglais du 19<sup>ème</sup> siècle John Stuart Mill, reconnaissait qu'il serait à la fois nécessaire et souhaitable d'évoluer finalement vers un « état stationnaire du capital et de la richesse », suggérant que cela « n'impliquait pas un état stationnaire de l'amélioration du sort humain »<sup>16</sup>.

### c. Le rôle de l'État

Je ne crois pas à la capacité d'autorégulation des forces du marché pour obtenir l'équilibre économique, social et environnemental recherché. Il ne s'agit pas de faire le procès moral des entreprises et des consommateurs qui, pour la plupart, ne font que suivre les règles du jeu fixées, mais d'admettre simplement que la somme des intérêts particuliers ne fait pas le bien-être collectif. Le marché permet de répondre aux besoins solvables, individuels et à court terme, mais il nous faut également tenir compte des besoins non solvables, collectifs ou à long terme. C'est pourquoi le rôle de l'État démocratique doit être, sur ce thème, de fixer des conditions-cadres à l'économie afin que les acteurs privés agissent de manière cohérente avec les objectifs environnementaux collectivement fixés.

De la même manière, je ne pense pas que l'État puisse tout gérer de manière centralisée. Une fois les conditions-cadres posées, il est important de laisser aux acteurs privés (entrepreneurs, ONG, associations, fondations) l'autonomie dans la réalisation de leurs buts, selon leur créativité et leurs moyens. En vertu du principe de subsidiarité, il est en effet beaucoup plus efficace de faire appel à la responsabilité des acteurs concernés que de vouloir se substituer à eux. L'État pourra alors se consacrer à ses tâches fondamentales, comme la sécurité, la santé, l'éducation, l'aménagement du territoire et une certaine redistribution des richesses. Une bonne gestion publique, notamment au niveau de la maîtrise de la dette, est gage de durabilité.

Le scepticisme des Verts à l'égard d'un Etat tout-puissant leur vaut, parfois, une certaine incompréhension de la part des partis de la gauche classique, qui y voient une dérive libérale de l'écologie politique. La critique est un peu courte. Avant d'être finalement dominée par la vision « collectiviste » héritée de Marx, la gauche anticapitaliste du 19<sup>ème</sup> siècle a connu des courants divers, dont celui de Proudhon qui se voulait « mutuelliste ». Ce dernier a fait la distinction entre la notion de propriété (de droit) et celle de possession (de fait), acceptant cette dernière, alors que Marx rejetait toute idée de propriété individuelle. De la même manière, les mutuellistes avaient une forte méfiance vis-à-vis de « la dictature du prolétariat », voyant les dérives possibles d'un Etat omnipotent. Ils ont donc développé des postures hostiles aux institutions étatiques, dont les

---

<sup>16</sup> Cité dans « Prospérité sans croissance » de Tim Jackson, 2010, page 128.

positions les plus radicales ont été reprises par Bakounine qui, avec les Fédérations jurassiennes, s'est retiré de la 1<sup>ère</sup> Internationale en 1872 provoquant ainsi sa dislocation. A mon sens, les Verts sont les lointains héritiers de ces mouvements mutualistes et libertaires, comme la gauche traditionnelle est l'héritière du marxisme. Il en découle des différences d'appréciation sur le rôle et la taille de l'Etat qui s'expliquent par ces fondements philosophiques distincts et qui doivent être assumés comme tels.

Une des faiblesses des États providences européens est leur dépendance à la croissance économique. Je l'ai évoqué dans le chapitre consacré à l'impasse économique de la gauche traditionnelle : les prestations sociales étatiques basées sur une économie non durable sont mises en danger par la fin inéluctable de la croissance, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour les personnes qui reçoivent ces prestations. Actuellement, les systèmes de retraites dépendent soit des rendements boursiers, soit de la croissance démographique, soit des deux. Les assurances sociales, comme le chômage, sont dépendantes de l'augmentation constante des salaires, et les recettes fiscales de l'État des impôts sur les bénéficiaires des entreprises et les hauts revenus. En somme, l'État social dépend du capitalisme libéral et cela pour son plus grand danger.

Il est indispensable de repenser les modèles de solidarité sociaux, sous peine de les voir mis à mal par l'aggravation de la crise écologique. Dans ce sens, les recettes traditionnelles de la gauche consistant simplement à « augmenter » la fiscalité des acteurs privés et à demander « plus d'État » ne me semblent pas viables, car elles aggravent la dépendance des prestations sociales à la croissance économique.

Il faut donc déconnecter les modèles de retraite de la croissance, en protégeant les personnes les plus fragiles. La diminution du temps de travail et le renforcement de la société de service représentent une lutte efficace contre le chômage. Enfin, la fiscalité doit permettre de corriger la tendance du marché à créer des inégalités. Ceci est vrai au niveau des pays comme au niveau international.

En résumé, le changement demandé ne viendra pas en lâchant la bride aux forces du marché ou, au contraire, en dotant l'Etat de moyens supplémentaires. L'essentiel se fera par l'adoption de conditions-cadres adéquates pour une économie durable ainsi que par l'action individuelle et communautaire dans une perspective d'équité.

#### **d. Les cinq critères des Verts**

Au-delà des objectifs généraux, comment évaluer les débats qui agitent quotidiennement le monde politique ? L'écologie politique propose une nouvelle grille d'analyse basée sur certaines valeurs et insiste sur la nécessité pour l'humanité de respecter les limites imposées par l'environnement. La manière d'y parvenir peut, quant à elle, largement varier en fonction des cultures et des époques. En ce sens, Les Verts n'ont pas un corpus idéologique strict et figé. Dans un cadre donné, ils se fient à la démocratie pour que chaque communauté de destins puisse trouver les équilibres qui lui semblent idoines.

Pour évaluer chaque proposition concrète, il existe cinq critères qui résument bien les fondamentaux des Verts<sup>17</sup> :

1. *Le long terme.* Toute décision politique doit être soumise à une évaluation de ses effets à long terme sur les équilibres écologiques et sur l'avenir des sociétés humaines.

---

<sup>17</sup> Extrait du site internet [www.verts.ch](http://www.verts.ch)

2. *La qualité.* Le développement économique et social de notre société doit se réaliser sur un plan qualitatif et non quantitatif.

3. *La solidarité.* La solidarité implique la prise en compte permanente des interdépendances qui lient les diverses espèces vivantes, les diverses sociétés humaines, et, à l'intérieur de ces sociétés, les groupes et les personnes entre elles.

4. *La décentralisation.* Ce critère est prioritaire quant aux structures du pouvoir. Il postule que les responsabilités doivent être attribuées au niveau le plus bas possible. L'intervention de l'État doit se limiter aux domaines et activités où une harmonisation est nécessaire pour sauvegarder l'intérêt général à long terme.

5. *La diversité.* La diversité des espèces vivantes constitue la richesse d'une nature qui progresse en complexité. Parallèlement, la diversité culturelle constitue la richesse de l'humanité. La protection de ces diversités suppose un combat constant contre l'exploitation aveugle de la nature et les tendances à l'uniformisation. La diversité des désirs est un élément essentiel de survie et de stabilité des sociétés. C'est un enjeu éminemment politique que d'œuvrer à leur maintien.

Au-delà des aléas de la politique électorale, forcément faite de rapports de force, de compromis, d'incompréhensions et soumise aux soubresauts de l'actualité, c'est sur la base de cette vision des enjeux sociétaux aux niveaux local et planétaire que les Verts fondent leur engagement politique.